

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Quelles thérapies pour

AU total, 336 agents publics, 112 organisations syndicales réfléchissent à cela depuis hier à l'hôtel Nomad, aux côtés de dirigeants de l'administration centrale, dans le cadre d'un forum ouvert par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

"L'ADMINISTRATION doit être exemplaire, respecter les normes qui gouvernent la commande publique, et intégrer les valeurs déontologiques du service public". À travers cette phrase de son discours, hier matin à l'ouverture du forum de la Fonction publique à l'hôtel Nomad, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, indiquait les traits d'un environnement administratif ainsi que les missions d'intérêt général qui doivent prévaloir dans la Fonction publique gabonaise.

Mais hélas, l'efficacité, la performance, l'effort, la gestion du temps et la qualité des résultats sont les valeurs les moins partagées dans ce secteur. Pire encore, de nombreux maux fragilisent et diluent les compétences des agents, pourtant pétris de talents pour certains. Ce forum auquel prennent part, jusqu'à ce vendredi 10 janvier 2020, 336 agents publics, 112 organisations syndicales et des dirigeants de l'administration centrale, vise à tout mettre à plat. "Il procède d'une démarche consultative des acteurs agents, partenaires sociaux et employeur, conformément aux textes qui régissent la Fonction publique", a souligné Madeleine Berre. Pour la ministre en charge de la Fonction publique, cette rencontre tripartite stratégique de trois jours donne la parole aux hommes et femmes de l'administration, "afin de recueillir leurs propositions et contributions". Lesquelles participeront à la concrétisation de l'ambitieuse réforme de la Fonction publique. "Ce forum n'est pas une plateforme revendicative des situations individuelles. La

Cette rencontre tripartite stratégique de trois jours donne la parole aux hommes et femmes de l'administration, «afin de recueillir leurs propositions et contributions».

nouveau système de gestion des ressources humaines, la modernisation et l'informatisation des services de l'État, la réflexion sur les questions ayant trait au social et intégrant les situations des retraités, le dialogue social dans un contexte constructif, et le cadre de la formation, la pertinence des formations délivrées par les écoles ainsi que la restructuration de l'École nationale d'administration (Ena) et de l'École de préparations aux carrières administratives (EPCA).

Les axes d'une réforme de la Fonction publique doivent être capables de permettre la déclinaison de véritables termes de référence, qui serviront de base à la révision des textes législatifs et réglementaires régissant l'emploi dans le secteur public. "Il faut que cela soit clair, et je tiens à rassurer les uns et les autres que le gouvernement ne saurait adopter une réforme qui aurait pour objectif de précariser les emplois, ou encore les travailleurs. L'emploi est une priorité du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Il n'est pas utile, ni constructif, encore moins nécessaire de vouloir

légitimité des revendications se poursuivra avec chaque département ministériel", a-t-elle ajouté. Ainsi, cinq ateliers, subdivisés chacun en trois sous-ateliers, vont travailler autour de plusieurs thématiques, à savoir la révision du cadre juridique régissant la Fonction publique, la réflexion sur un

embraser les travailleurs", a assuré Julien Nkoghe Bekale. Selon le chef du gouvernement, la situation actuelle de notre pays, et l'ambition de concrétiser notre action politique, imposent la réalisation de réformes fortes. Raison pour laquelle, depuis sa nomination, le Premier ministre a placé le dialogue social au cœur de l'action gouvernementale, et initié quelques actions. Au nombre de celles-ci, la rencontre générale avec l'ensemble des partenaires sociaux, le 23 avril 2019, la concertation avec les hauts cadres de l'administration centrale, le 10 octobre 2019, ainsi que l'examen du Code du travail en attente de validation par le gouvernement et d'adoption par le Conseil des ministres. Très attendues donc ce vendredi 10 janvier 2020, les conclusions de ce forum de la Fonction publique devraient pouvoir contribuer à corriger les insuffisances et les dysfonctionnements au sein de l'administration gabonaise, premier employeur du pays, présentée comme pléthorique, et en proie à de nombreuses difficultés.



Photo: D.O

En procédant à l'ouverture du forum, le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale



La Fonction publique ?



Le Bekale a appelé à une Fonction publique moderne et performante.

Que de maux !

Sveltana NDONG NTSAME
Libreville/Gabon

LA Fonction publique compte une pléthore de problèmes qui ne datent pas d'aujourd'hui. Et les usagers ne cessent de le répéter : la Fonction publique gabonaise va mal.

Entre sureffectifs et mauvais emploi des agents concourant à la dilution de leurs compétences, corruption, concussion et monnayage des services, l'administration publique est un grand malade.

Si l'on y ajoute le recul des valeurs telles que la déontologie et l'éthique, mais aussi l'absence de conditions de travail optimales, on peut dire que la coupe est pleine. Résultat :

Sureffectifs et mauvais emploi des agents concourant à la dilution de leurs compétences, corruption, concussion et monnayage des services, l'administration publique est un grand malade.



Photo : Rudy Hornbenet

En butte à de nombreux maux, la Fonction publique manque cruellement d'efficacité.

nombre d'agents publics perçoivent indûment des salaires en étant assis chez eux à la maison, vaquant à d'autres occupations quand ils ne sont pas tout simplement installés à l'étranger.

Il y a également l'absence d'outils d'évaluation de la performance de l'agent public, ainsi que des procédures de gestion des ressources humaines par les ministères sectoriels, l'absence de suivi des carrières. Autant de situations qui expliquent la dilution de l'efficacité de l'administration, la démotivation et l'absentéisme. Et, pour couronner le tout, l'absence d'un

système de contrôle efficace de présence des agents à leur poste de travail.

La grand-messe ouverte hier à l'hôtel Nomad arrive donc à point nommé. Cette rencontre, qui prend fin demain vendredi, vise à assainir cette Fonction publique gangrenée par tant de maux, de manière à lui rendre ses lettres de noblesse. Ce qui passe par une réforme à la fois courageuse, profonde et moderne. Car l'administration publique doit être en adéquation avec la transformation économique du Gabon, et capable de répondre aux attentes du plus grand nombre.

Quid des attentes des agents du secteur public ?

DO
Libreville/Gabon



Photo : DO

Le lancement hier, dans un hôtel d'Okala du premier forum de la Fonction publique, intervient à la suite du mécontentement sectoriel des agents publics. Au nombre de leurs revendications, l'on peut noter "l'octroi des matricules et postes budgétaires dans toutes les administrations, la régularisation de toutes les situations administratives collectives et individuelles, l'arrimage de la pension retraite personnelle civile et militaire au nouveau système de rémunération, le paiement des rappels de soldes, le paiement des

arriérés de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2e trimestre 2015 et le remboursement de la Redevance audiovisuelle cinématographique (Rac) dans le secteur Communication", a rappelé Régis Malembe, président du Syndicat des agents du ministère de la Fonction publique. Le président du Syndicat national des agents de santé (Synas), Franck Bilogho Bi Mba, lui, a insisté sur la question de la régularisation des situations administratives des fonctionnaires qui, décidément, semble être le dénominateur commun de tous les ministères, encore plus au ministère de la Santé et à celui de l'Éducation nationale. Ce d'au-

tant que dans ces administrations sectorielles, de nombreux agents exercent depuis plusieurs années, mais leur situation administrative reste inchangée, jusqu'alors. Tout en espérant que ce forum ne ressemble pas au mythe de Sisyphe, c'est-à-dire un éternel recommencement, il serait souhaitable que les recommandations qui sortiront de ces assises soient traduites en actes. Sinon, que les résolutions concourent à l'amélioration de la gestion des ressources humaines et, partant, des conditions de travail des agents de la Fonction publique, surtout quand on sait "qu'il n'est de richesses que d'hommes", selon Jean Bodin.